

334 AP. Fonds Bluet
516 AP. Fonds Bourdeau de Fontenay
596 AP. Fonds Georges Calzant
476 AP. Fonds Chauveau-Lagarde
417 AP. Fonds Georges Coulon
488 AP. Fonds Joseph Denais
505 AP. Edgar Faure
304 AP. Fonds Maurice Garçon
470 AP. Fonds Alexandre Millerand
556 AP. Fonds Gabriel Olivier

334 AP
Fonds Bluet

Dates extrêmes : 1918-1966

Importance matérielle : 86 cartons (334 AP 1-86), 13,2 mètres linéaires

Modalités d'entrée : don de mesdames Bluet et Nobécourt, 1973-1991

Conditions d'accès : libre

Conditions de reproduction : photocopies interdites

Instrument de recherche : rép. num. dact., par Ch. de Tourtier-Bonazzi, 1978, 29 p.

Notice institutionnelle :

Le cabinet de sténographie judiciaire Bluet fut fondé à Paris avant la Première Guerre mondiale. Ce cabinet privé sténographiait les débats des divers tribunaux et cours de justice et vendait ensuite les comptes rendus dactylographiés des audiences.

Présentation du contenu :

334 AP 1-86 Comptes rendus de procès politiques et criminels classés par tribunaux et cours suivant l'ordre chronologique.

1 Haute Cour de justice (1918).

2-7 Conseils de guerre de Paris (1918-1919).

8-30 Cours de justice (1944-1951).

31-48 Haute Cour de justice (1945-1960).

49-56 Tribunal militaire de Paris (1949-1961).

57-58 Haut tribunal militaire (1961-1962).

59 Cour militaire de justice (1963).

60 Cour de sûreté de l'Etat (1963-1964).

61-79 Cours d'assises, tribunaux civils et correctionnels, cour d'appel de Paris, cour de cassation (1923-1966).

80 Supplément.

Plaidoiries de M^e Moro-Giafferi. Affaires diverses (1933-1939).

81-86 Supplément.

Troisième tribunal militaire de Paris (1940). Cours de justice (1946-1948).
Haute Cour de justice (1947-1955). Doubles des cartons 334 AP 4 et 5.

Sources complémentaires :

Le fonds de la Haute Cour de justice (1845-1960) comporte des comptes rendus sténographiques des audiences établis par le cabinet René Bluet (3 W 31 à 43).

La Bibliothèque de documentation internationale contemporaine de Nanterre possède des doubles de comptes rendus du cabinet Bluet.

516 AP
Fonds Bourdeau de Fontenay

Dates extrêmes : 1920-1969

Importance matérielle : 13 cartons (516 AP 1-13), 5 mètres linéaires

Modalités d'entrée : don de madame Elisabeth Bourdeau de Fontenay, 1991

Conditions d'accès : sur autorisation

Instrument de recherche : rép. num. dact. (516 AP 1-8), 5 p.

Notice biographique :

Engagé volontaire en 1917, Henri Bourdeau de Fontenay (1900-1969) participa à la campagne de Syrie-Liban en 1919. Avocat au barreau de Paris de 1928 à 1944, il fut également secrétaire de la Conférence du stage des avocats à la Cour d'appel de Paris en 1929-1930. Après avoir servi en 1939-1940 comme capitaine de réserve, Henri Bourdeau de Fontenay s'engagea dans la Résistance : membre du comité directeur de "Ceux de la Résistance", il fut nommé commissaire régional de la République à Rouen en 1944 et fit partie du comité parisien de la Libération nationale. Il fut le premier directeur de l'Ecole nationale d'administration, créée en 1946. Conseiller d'Etat à partir de 1963, il fut également membre du Conseil de l'Ordre de la Légion d'honneur, commandeur de la Légion d'honneur, du Mérite agricole et de l'Etoile noire. Henri Bourdeau de Fontenay participa ès-qualité à de nombreux conseils et comités concernant la fonction publique et l'étude de l'administration publique et des sciences politiques en France et à l'étranger (il s'intéressa notamment à l'Union de l'Europe occidentale, organisation politique militaire européenne fondée par les accords de Paris du 3 octobre 1954). Il fut enfin membre de la Commission française pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et du Centre national de la recherche scientifique.

Présentation du contenu :

516 AP 1 Carrière et papiers personnels. 1940-1969.

Campagne de Syrie et du Liban. 1919-1920.

Avocat au barreau de Paris. 1928-1944.

Résistant (pseudonyme : Seguin) et commissaire régional clandestin de la République à Rouen. 1944.

Commissaire régional officiel de la République à Rouen. 29 août 1944-31 mars 1946.

2-6 Premier directeur de l'Ecole nationale d'administration. 1946-1963.

7-8 Relations internationales : Europe, Afrique, Amérique, Asie. 1946-1966.

9 Fichier d'adresses.

Cinq albums de photographies.

- Rapports ou brouillons de rapports au Conseil d'Etat. 1963-1964.
- 10 Associations (Combattants volontaires de la résistance, Comité d'action de la Résistance, Anciens des réseaux de la France combattante, Amicale des magistrats résistants, Comité Pierre de Coubertin) et commémorations (21^e anniversaire de la Libération à Rouen). 1960-1968.
 - 11 Associations, conseils, comités, fondations, instituts. 1957-1968.
 - 12 Union de l'Europe occidentale : comptes rendus de réunions, notes d'organisation et de fonctionnement, étude sur l'organisation politique, administrative et judiciaire des Etats-membres. 1956-1967.
UNESCO : enquête sur l'opportunité de donner une formation commune aux candidats à la Fonction publique internationale, 12^e conférence générale de 1962, comités "Education", "Jeunesse", "Orient-Occident", "Sciences sociales". 1956-1969.
 - 13 C.N.R.S. : rapports de conjoncture et d'activités, notes sur les services et les laboratoires, correspondance et notes de travail 1959-1963.

596 AP

Fonds Georges Calzant

Dates extrêmes : 1904-1950

Importance matérielle : 1 carton (596 AP 1), 0,12 mètres linéaires

Modalités d'entrée : don du périodique *La Nouvelle action royaliste*, 1983

Conditions d'accès : sur dérogation

Instrument de recherche : fonds non classé

Notice biographique :

Georges Calzant était l'avocat de Charles Maurras et de l'Action française.

Présentation du contenu :

596 AP 1 *Dossier 1. Photocopies de lettres relatives à la collaboration de Charles Maurras à La Gazette de France. 1905-1912.*

Dossier 2. L'Action française et l'Eglise : notes, presse. 1904, 1928-1939.

Textes dact. sur la condamnation de l'Action française par l'Eglise. 1904, 1939.

Numéros de *Comoedia*. Septembre-octobre 1928.

Presse. Lettres de Pie XI sur le problème des réparations. Deux numéros de *Vérités* : "Où ses dirigeants mènent-ils la jeunesse catholique ?" et "Les nouvelles rumeurs infâmes". 1932-1933.

Dossier 3. Procès divers, procès de presse. 1926-1940.

Affaire Jean Guiraud. 28 octobre 1927.

L'Action française contre *La Volonté*. 1929.

Mémoire sur les finances de l'Etat (s.d., après 1924).

Suicide de Philippe Daudet. Novembre 1923-1925.

Affaire Dubois. Port d'armes. Mai 1925.

Maurras contre *La vie catholique*. S.d.

Mémoires sur le journal *L'Eclair*. S.d.
Delest-Héricourt contre F. Etlin (France-Navigation). Avril-octobre 1940.
Pujo-Delest contre Jean Santori. Avril-mai 1940.

Dossier 4. Election de Maurras à l'Académie française. 1938-1939.

Dossier 5. Maurras durant l'Occupation. 1942-1944.

Dossiers d'avocat : affaires diverses. 1943-1944.

Rapport de Charles Maurras à un secrétaire général sur l'attitude des Allemands vis-à-vis de l'Action française. S.d. (1942-1943 ?).

Affaire François Daudet, rédacteur à l'Action française, contre M. Hénin, gérant du bulletin de l'Agence Inter-France. 1942-1944.

Dossier 6. Le procès Maurras après 1944.

Rapport de Charles Maurras. 1944.

Lettres diverses.

Lettre de Charles Maurras à Georges Duhamel sur les dialectes. S.d. (vers 1948).

Lettre de l'abbé Domin à la Ligue d'action féminine catholique. Décembre 1949.

Maurras et Frédéric Mistral : notes. 1949.

Maurras et Pétain : épreuve d'un article et notes. Après 1949.

Lettres au sujet de l'affaire Worms. Lyon, 1950.

Lettre au sujet d'*Aspects*, revue de l'Action française en 1950.

Révision du procès Maurras : lettre d'un auditeur de la radio. 1950.

Photographies de lettres de Maurras à Louis Rougier (1951). Poème (non daté)
" Mon amitié " contre Marc Sangnier.

Note sur *La Pravda*.

Dossier 7. Croquis d'audience et caricatures.

Dossier 8. Lys rouge, revue trimestrielle d'études royalistes. Janvier 1983.

476 AP

Fonds Chauveau-Lagarde

Dates extrêmes : XV^e-XX^e s.

Importance matérielle : 37 cartons (476 AP 1-38), 4,9 mètres linéaires

Modalités d'entrée : don de madame Colnat, 1985-1986, complété par des achats, 1989-1995

Conditions d'accès : libre

Instrument de recherche : rép. num. dact. (476 AP 1-29), par S. d'Huart, 4 p. ; état somm. dact. (476 AP 30-38), par C. Sibille, 2000, 3 p.

Notice biographique :

Claude-François Chauveau-Lagarde naquit à Chartres en 1756. Avocat au parlement de Paris, il fut d'abord gagné par les idées révolutionnaires. En 1793, il défendit le général Miranda et le fit acquitter par le tribunal révolutionnaire. Il échoua dans la défense de Brissot et de Charlotte Corday.

Il fut également l'avocat de Marie-Antoinette et de Madame Elisabeth. Arrêté comme suspect, il ne recouvra sa liberté qu'après le 9 thermidor. Il devint avocat au Conseil d'Etat sous l'Empire, et il reçut la Légion d'honneur le 23 août 1814. Nommé conseiller à la Cour de cassation en 1828, il mourut en 1841. On a de lui une note historique sur le procès de Marie Antoinette et de Madame Elisabeth (1816).

Son fils, François-Olivier-Léon Chauveau-Lagarde, fut conservateur des hypothèques à Issoudun.

Présentation du contenu :

476 AP 1-22 Claude-François Chauveau-Lagarde.

- 1 Papiers personnels.
- 2 Avocat. 1806-1826.
- 3-21 Procès et affaires diverses.
- 22 Correspondance.

476 AP 23-28 François-Olivier-Léon Chauveau-Lagarde, conservateur des hypothèques à Issoudun.

- 23 Papiers personnels.
- 24 Manuscrits divers. XVIII^e-XIX^e s.
- 25 Manuscrit *des Mémoires du comte de Paroy* sur la Révolution, publiés par Etienne Charavay en 1895.
- 26 Auvergne. 1480-1726.
- 27 Papiers des familles Albert et Bonnefous, provenant de Mercuès (Lot).
- 28 Papiers personnels d'affaires de Claude-François Chauveau-Lagarde et de son fils, dossiers d'affaires plaidées par Claude-François, demandes de titres et de majorats. XIX^e s.
- 29 Membre et président des logements insalubres. 1863-1870.

Supplément non classé :

30-38 Correspondance familiale, actes notariés, dossiers d'affaires plaidées, de demandes de titres et majorats. XVIII^e-XIX^e s.

417 AP
Fonds Georges Coulon

Dates extrêmes : 1794-1927

Importance matérielle : 17 cartons (417 AP 2-18), 2,5 mètres linéaires

Modalités d'entrée : achat, 1981

Conditions d'accès : libre

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. (417 AP 1-18), par Ch. de Tourtier-Bonazzi, 1981, 21 p.

Notice biographique :

Georges Coulon, né le 11 mars 1838, était sans doute le fils naturel d'Eugène Scribe. Il épousa Geneviève Pelletan, devenant ainsi le gendre d'Eugène Pelletan. Avocat et franc-maçon sous le Second Empire, il fut préfet de la Vendée en 1870, mais la plus longue partie de sa carrière se déroula au Conseil d'Etat : il fut conseiller à partir du 2 avril 1881, président de section à compter du

21 janvier 1890, puis vice-président du 12 septembre 1898 au 20 février 1912, date de sa mort. De 1887 à 1889, il avait été détaché au poste de directeur général des Postes et Télégraphes.

Présentation du contenu :

417 AP 2 Famille de Georges Coulon : Antoine Finot, Louis-Auguste Huet, secrétaire du théâtre de l'Opéra comique, Madame Coulon née Augustine-Antoinette Finot, les Pelletan. 1794-1903

3-18 Georges Coulon.

3 Les débuts de sa carrière : préfet de la Vendée, avocat, conseiller d'Etat, conférencier. 1866-1912.

4-6 Directeur général des Postes et télégraphes. 1849-1890.

7-17 Correspondance reçue classée chronologiquement puis dans l'ordre alphabétique des correspondants. 1866-1909.

18 Correspondance reçue et envoyée, coupures de presse. 1852-1916.

Sources complémentaires :

Voir également le microfilm (417 AP 1 : cote fictive pour 532 Mi) des lettres adressées ou transmises à Georges Coulon, directeur des Postes et télégraphes, vice-président du Conseil d'Etat, et de documents provenant des familles Scheurer-Kestner et Lauth-Scheurer, lettres adressées à Madame Marie Rueff (1862-1927).

488 AP
Fonds Joseph Denäi s

Dates extrêmes : fin XIX^e-début XX^e s.

Importance matérielle : 13 cartons (488 AP 1-13), 1,8 mètres linéaires

Modalités d'entrée : dépôt, 1981

Conditions d'accès : libre

Instrument de recherche : rép. num. dact., par S. d'Huart, 1988, 4 p.

Notice biographique :

Fils de Paul Denäi s, avocat à la Cour, Joseph Denäi s (1877-1960) eut une longue carrière parlementaire : député de la Seine de 1911 à 1919 et de 1928 à 1942, il fut aussi délégué à l'Assemblée consultative provisoire de 1944 à 1945, député aux deux Assemblées nationales constituantes de 1945 à 1946 et député à l'Assemblée nationale de 1946 à 1956. Journaliste, il collabora très activement au *Soleil*, à *La Patrie*, à *la Vérité française*, à *l'Agence de la Presse nouvelle* et à de nombreux journaux de province. Il fut co-directeur de *la Libre Parole* de 1910 à 1924. Avocat, Denäi s s'occupa aussi des affaires et des biens des princes turcs émigrés en France, les princes Loutfallah et Sabahaddine. Il accompagna ce dernier lors de son retour à Constantinople, en 1908, à l'avènement du régime constitutionnel.

Présentation du contenu :

488 AP 1 Papiers personnels. 1877-1908.

2 Publications et journaux. 1886-1912.

3-10 Affaire des princes turcs. 1896-1926.

11-12 Correspondance. XX^e s.

13 Presse. Articles imprimés. Imprimés réunis pour *la Bibliographie de la Franc-maçonnerie et des sociétés secrètes*, par P. Fesch, J. Denais et R. Lay.

505 AP
Fonds Edgar Faure

Dates extrêmes : XX^e s.

Importance matérielle : 420 cartons (505 AP I 1-89 et 505 AP II 1-345), 70 mètres linéaires

Modalités d'entrée : dons de monsieur Edgar Faure, de madame Sylvie Faure et de madame Georgette Elgey, 1978-1997

Conditions d'accès : sur dérogation

Instrument de recherche : état somm. dact. (505 AP I 1-89 et 505 AP II 1-345), par C. Sibille, 2000, 33 p.

Notice biographique :

Fils d'un médecin militaire, Edgar Faure naît le 18 août 1908 à Béziers. Agrégé des facultés de droit et diplômé de l'Ecole des langues orientales, Edgar Faure est avocat à la Cour de Paris dès 1929. A la Libération, il devient secrétaire général adjoint chargé des services législatifs de la présidence du Comité français de la Libération, puis du gouvernement provisoire à Alger (juin-juillet 1944) et procureur général adjoint français au Tribunal militaire international de Nuremberg (1945). Edgar Faure se lance alors dans une carrière politique : il est député radical-socialiste du Jura de 1946 à 1958, député du Doubs de 1967 à 1980, président de l'Assemblée nationale de 1973 à 1978, président du conseil de la région Franche-Comté de 1974 à 1981, président du conseil général du Jura de 1949 à 1967, maire de Port-Lesney (Jura) de 1947 à 1970 et de 1983 à 1988, maire de Pontarlier de 1971 à 1977 et sénateur du Jura (1959-1966) et du Doubs (1980). Président du Comité d'expansion économique de Franche-Comté et du territoire de Belfort (1951), puis de la Commission de développement économique régionale de Franche-Comté (1964-1973), il enseigne à la Faculté de droit de Dijon. Edgar Faure occupe également de nombreux postes ministériels : il est à plusieurs reprises Président du Conseil (1952, 1955-1956), ministre des Finances (1949-1951, 1953, 1958), de la Justice (1951), des Affaires étrangères (1955), de l'Agriculture (1966-1968), de l'Education nationale (1968-1969) et des Affaires sociales (1972-1973). Elu à l'Académie française en 1978, Edgar Faure est représentant à l'Assemblée des communautés européennes de 1979 à 1984. Il disparaît en 1988.

Présentation du contenu :

505 AP I 5-38, 67, 70, 81

Avocat : dossiers d'affaires plaidées. 1929-1972.

505 AP II 1-2, 9, 18, 35, 37, 42-45,
49, 58-60, 65-66, 90, 96, 99, 101,
104, 122, 129-130, 156, 166-167,
169-171, 175-177, 181, 185-187,
285

304 AP

Fonds Maurice Garçon

Dates extrêmes : XX^e s.

Importance matérielle : 824 articles (304 AP 1-824), supplément (4 articles non cotés), 110 mètres linéaires

Modalités d'entrée : don de monsieur Pierre Maurice Garçon, 1969; fonds conservé au Centre des archives contemporaines : versements n° 19860089 (304 AP 1-515), 19860096 (304 AP 516-821), 19920401 (304 AP 822-824), 19960301 (art. 1-1)

Conditions d'accès : sur autorisation jusqu'en 2029 [de monsieur Pierre Maurice Garçon]

Instrument de recherche : Index alphabétique des noms de clients (avec renvois aux numéros des dossiers d'affaires) : sept boîtes de fiches.

Notice biographique :

M^e Maurice Garçon (1889-1967), membre de l'Académie française (1946) et du Conseil de l'ordre des arts et lettres (1957), avocat à la Cour d'appel de Paris à partir de 1911, plaida entre autres de nombreuses affaires d'édition et littéraires et des procès politiques. Outre sept volumes de plaidoyers, M^e Garçon a laissé de nombreux ouvrages : *le Diable, Trois histoires diaboliques, Essai sur l'éloquence judiciaire, la Vie tumultueuse du marquis de Maubreuil, Histoire de la Justice sous la III^e République, Louis XVII ou la fausse énigme, Histoires curieuses, Casanova.*

Présentation du contenu :

304 AP 1-824 Dossiers d'affaires plaidées. XX^e s.

Supplément Documents relatifs à l'affaire Lucien Léger.

470 AP

Fonds Alexandre Millerand

Dates extrêmes : XX^e s.

Importance matérielle : 237 cartons (470 AP 1-235), 17,5 mètres linéaires

Modalités d'entrée : don de la Bibliothèque nationale, 1980, complété par des achats, 1992-1995

Conditions d'accès : libre, sauf 470 AP 129, 131, 133-137, 141, 150, 152, 155-168, 171-183, 185-196, 198-220, 222-225

Instrument de recherche : rép. num. dact. (470 AP 1-102), par M. Dorsemaine, 1977, 22 p. ; rép. num. ms. (470 AP 103-117), par M. Dorsemaine, 14 p. ; état somm. dact. (470 AP 118-235), par C. Sibille, 2000, 8 p.

Notice biographique :

Avocat, collaborateur de Clemenceau à la rédaction du journal *La Justice*, Alexandre Millerand (1859-1943) siège comme député radical du département de la Seine (1885, 1889) avant d'évoluer vers le socialisme. Premier socialiste à occuper un portefeuille ministériel, il est chargé du Commerce et de l'Industrie dans le cabinet Waldeck-Rousseau (1899-1902) et contribue à faire adopter plusieurs lois sociales : repos hebdomadaire et salaire minimum dans toutes les entreprises travaillant avec les collectivités publiques, durée du travail fixée à dix heures au maximum pour les femmes et les enfants. En mars 1900, il crée le Conseil supérieur du travail auquel il confie la mission de fixer la durée maximale du temps de travail. Sa participation à ce ministère est néanmoins vivement critiquée par la plupart des socialistes (en particulier Jules Guesde) et Millerand est exclu du parti socialiste en

1904. Il retrouve le barreau, avant d'accepter de Briand le portefeuille des Travaux publics et des Postes et Télégraphes (1909-1910). Deux ans plus tard, il devient ministre de la Guerre, dans le premier cabinet Poincaré, du 14 janvier 1912 au 12 janvier 1913, puis dans le cabinet Viviani, du 26 août 1914 au 29 octobre 1915. A sa demande est créé, pour Albert Thomas, le sous-secrétariat d'Etat à l'Artillerie, puis celui du service de Santé et de l'Intendance. Commissaire général en Alsace-Lorraine après l'armistice, il gagne les élections de 1919 à la tête du "Bloc national". Le président Poincaré charge alors Millerand de former un gouvernement. Président du Conseil et ministre des Affaires étrangères du 20 janvier au 23 septembre 1920, Alexandre Millerand fait occuper Francfort et Darmstadt à la suite d'une violation allemande de la zone démilitarisée, dirige les négociations sur le partage interallié des réparations allemandes et obtient le mandat de la Syrie pour la France. Lors de l'élection du président Deschanel, il remanie très légèrement son cabinet, avant de démissionner lors de sa propre élection à la présidence de la République. Après la victoire du Cartel des gauches aux élections de 1924, il démissionne. Il retourne au Palais où ses confrères l'élisent pour la seconde fois au Conseil de l'Ordre et il redevient assidu aux séances de l'Académie morales et politiques dont il faisait partie depuis décembre 1918. Il reprend ses activités parlementaires en 1925 : il est élu sénateur de la Seine de 1925 à 1927, puis de l'Orne de 1927 à 1944. Inscrit au groupe de la gauche républicaine, Millerand est membre de la commission des Affaires étrangères du Sénat. Le 10 juillet 1940, Millerand, absent, ne prend pas part au vote de l'Assemblée nationale sur les pleins pouvoirs demandés par Pétain. Ses principaux ouvrages sont : *Le socialisme réformiste français* (1906), *Travail et travailleurs* (1908), *Politique de réalisation* (1911), *Pour la défense nationale* (1913), *La guerre libératrice* (1918), *Le retour de l'Alsace-Lorraine à la France* (1933) et *Choix de plaidoyers* (1921).

Présentation du contenu :

470 AP 129, Millerand avocat : dossiers d'affaires plaidées, correspondance, documentation
131, juridique. 1895-1940.
133-137, 141,
150-152,
154-168,
171-183,
185-196,
198-235

556 AP
Fonds Gabriel Olivier

Dates extrêmes : 1936-1939

Importance matérielle : 6 cartons (556 AP), 1,5 mètres linéaires

Modalités d'entrée : dépôt transformé en don, 1993-2001

Conditions d'accès : sur autorisation

Instrument de recherche : fonds non classé

Notice biographique :

Maître Gabriel Olivier, avocat du colonel de La Rocque et du Parti social français de juin 1936 à septembre 1939, est décédé en 1995 à Paris.

Présentation du contenu :

Dossiers d'affaires plaidées par Maître Gabriel Olivier, avocat du colonel de La Rocque et du Parti social français de juin 1936 à septembre 1939.